



Débrayage. Colère chez les agents du centre technique de La Roche-sur-Yon

Ce jeudi matin, une cinquantaine d'agents du centre technique mutualisé de La Roche-sur-Yon a stoppé le travail. Ils dénoncent une dégradation des conditions de travail.

Ce jeudi 24 janvier, une cinquantaine d'agents du **centre technique mutualisé** de **La Roche-sur-Yon** a effectué un **débrayage** dans la matinée. Sous la houlette de la **CGT**, les fonctionnaires dénoncent une dégradation des conditions de travail et un problème de management. Au cœur des préoccupations : « L'externalisation des services publics vers le privé, les non-remplacements de postes et les mobilités forcées. »

« Titulaire de notre grade mais pas de notre poste »

Parmi les services les plus touchés : l'entretien ménager, les espaces verts, les bâtiments et la logistique matérielle.

“ « En 10 ans au bâtiment, j'ai vu les effectifs passer de 10 à 5. Auparavant, on faisait des chantiers intéressants. Maintenant, on nous sollicite pour récupérer les chiottes. Tous les travaux d'intérêt partent vers le privé », témoigne un agent.

En cause également, les réorganisations successives des services en 2006, 2011, 2017, en ateliers ou sectorisation d'activités, qui déstabilisent les employés. « Ça fait 30 ans que je suis là et j'en suis au cinquième changement de poste », dénonce un des employés de l'atelier menuiserie. « On nous fait clairement comprendre que l'on est titulaire de notre grade mais pas de notre poste ».

« Un autoritarisme injustifiable »

Une méthode que dénonce Benoît Jamoneau, secrétaire CGT de la Ville du CCAS et de l'Agglo : « On nous met toujours devant le fait accompli. Alors qu'on devrait étudier ensemble les différentes possibilités. » Chose qui, selon le syndicat, n'a pas été faite pour l'attribution du ménage du Cyel à une entreprise privée, « au bout seulement de six mois de régie ».

“ *Idem pour l'entretien d'une partie des espaces verts. « Jusqu'à maintenant ce service était épargné, mais il ne l'est plus alors même que la surface de travail augmente. On préfère délégué plutôt que d'embaucher », s'inquiète Philippe Parpaillon, représentant CGT à la Ville. Lui n'hésite pas à pointer « un manque de considération de la direction et un autoritarisme injustifiable ».*

Après les fusions des pôles peinture et menuiserie en 2017, les salariés appréhendent le projet de rassemblement des ateliers froid, électroménager avec le chauffage et la plomberie.